

Les radicaux de Santa Cruz affrontent la légalité avec une grève en Bolivie



La Havane, 30 déc. (RHC)- Le Comité civique Pro Santa Cruz et l'Union de la jeunesse du département, bras paramilitaire de l'extrême-droite, ont repris aujourd'hui en Bolivie une grève avec occupation des institutions et blocages des frontières départementales en soutien au gouverneur Luis Fernando Camacho, en détention provisoire à La Paz pour terrorisme d'État.

"Nous déclarons une grève civique départementale à partir du vendredi 30 décembre à zéro heure, nous soutenons la détermination à réaliser le blocage des routes frontalières, fermant la possibilité de réaliser de futurs enlèvements", indique la déclaration approuvée par l'assemblée départementale.

Les grévistes insistent sur l'enlèvement du gouverneur alors que le ministère public bolivien a précisé que son arrestation avait eu lieu sur la base d'un ordre émis par le Parquet de La Paz, au mois d'octobre.

Le ministère public a informé que "Camacho a pleinement connaissance de ce processus depuis son début, le 28 novembre 2020, conformément au système juridique bolivien", en référence à l'affaire Coup

d'État I, dans laquelle le principal promoteur du renversement du gouvernement de l'ancien président Evo Morales en novembre 2019 fait l'objet d'une enquête pour sa collusion avec des politiciens, des policiers et des militaires pour mener à bien cette opération.

La grève, ont annoncé les groupes civiques, est initialement prévue pour 24 heures, mais il n'est pas certain qu'elle dure plus longtemps, dans un territoire qui a récemment subi une telle mesure de force pendant 36 jours, avec une perte économique de 1,2 milliard de dollars, quatre morts et de multiples violations des droits de l'homme.

Les radicaux de Santa Cruz ont donné pour instruction à leurs partisans d'occuper les institutions publiques sous le prétexte de les "protéger pacifiquement"

En outre, conformément à leur position radicale et séparatiste, ils ont décidé de "désavouer" l'autorité du commandant de la police de Santa Cruz, Jhonny Omar Chávez, pour avoir soutenu le transfert de Camacho à La Paz.

Ils ont également ratifié "la demande de repenser la relation entre Santa Cruz et l'État bolivien".

Après avoir appris l'arrestation de M. Camacho mercredi, les groupes paramilitaires ont attaqué les aéroports de Viru Viru et d'El Trompillo, ont tenté de prendre le commandement de la police, ont brûlé le siège du ministère public départemental et plus de 30 véhicules, ainsi que la maison du ministre bolivien des travaux publics, Édgar Montaña.

Face à la nouvelle annonce de la grève, le secrétaire exécutif du Mouvement vers le socialisme de Santa Cruz, Armando Muñoz, a exhorté la population à défendre son droit à la libre circulation.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/309310-les-radicaux-de-santa-cruz-affrontent-la-legalite-avec-une-greve-en-bolivie>



Radio Habana Cuba